

Le Japon vieillissant se replie sur lui-même

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Cerné par une Asie en plein boom, l'insulaire Japon perd de son avance. Un défi pour le nouveau premier ministre.

Tokyo

« NOUS N'ÉTIONS pas à la fête. Nous n'avons pas la gueule de bois. » Assis sous un superbe tableau de Monet, héritage d'une bulle précédente, le président de Nomura Holdings, la plus grande maison de titres du Japon, commente la crise du subprime qui secoue la finance occidentale. Junichi Ujiie se dit « content et pas content à la fois » que son pays soit épargné par cette tourmente financière. Encore traumatisées par le boulet des créances douteuses qui les avait mises à genoux dans les années 1990, « les banques japonaises n'ont pas eu l'estomac d'investir sur le marché des prêts immobiliers américains », constate-t-il. Résultat, le marché monétaire est calme, mais le Japon risque de ne pas sortir indemne de cette crise, car « si la demande américaine diminue et si le dollar faiblit, nos exportations seront touchées ».

Ainsi va le Japon, volontairement retranché des grandes aventures financières du monde, mais incapable, en dépit de son rang de deuxième puissance économique du globe, de générer sa propre croissance. Alors que les dernières années ont été marquées par une explosion mondiale des fusions-acquisitions (M&A) les entreprises japonaises ont brillé par leur absence. « En matière de M&A, si l'on crédite le marché américain d'une maturité de 100, le Japon est à 30. Il nous faudra cinq à dix ans pour rattraper notre retard », explique Nobuo Samaya, associé de la société de conseil GCA. « Les opérations de rapprochement sont toujours vécues comme une obligation et non comme un choix délibéré. Les industriels considèrent encore que leur fonction n'est pas d'acheter une entreprise, même si c'est une bonne affaire », poursuit-il. Et s'ils choisissent de se lancer dans l'aventure, « ils cherchent une entreprise nationale, c'est plus simple ».

Peu encouragés, les investissements directs étrangers ne représentent que 5 % de la richesse nationale, contre environ 27 % en France. Quant au brassage des connaissances, il reste faible. « Rapportée au PIB, notre recherche est supérieure à celle des États-Unis, mais nos résultats sont inférieurs. Au Japon, 99,9 % des ressources humaines en R&D sont japonaises, contre environ 50 % aux États-Unis. Ici, c'est un peu "petite cuisine

entre amis" », déplore le professeur Matsutani, enseignant à Keio University. « Il n'y a pas d'immigré dans les postes de haut niveau, et dans les grandes universités étrangères les enseignants japonais sont rares. Le Japon est de plus en plus insulaire. Relativement au reste du monde, c'est une puissance déclinante », confirme Robert Dujarric, membre de l'Institute of Contemporary Japanese Studies. D'ailleurs, il n'y a plus aucun Japonais parmi les quinze plus grands groupes cotés mondiaux. Mais quatre Chinois. Ni aucun milliardaire dans le Top 20 du classement Forbes, mais trois Indiens.

Ombre grandissante de la Chine

Le succès de Toyota, premier constructeur automobile mondial, ne compense pas le retard pris dans les nouvelles technologies. Compétitif dans l'industrie, le Japon ne mise pas assez sur les services à valeur ajoutée, seul moyen pour lui de sortir de l'ombre grandissante de la Chine. La taille du marché intérieur ne masque pas non plus le vieillissement de la population. Or, « à lui seul, le faible taux de natalité explique le faible taux de croissance. Vous ne pouvez pas augmenter vos ventes en volume car la population n'augmente plus. Quand à l'accroître en valeur, il ne faut pas y penser car les salaires baissent en raison du développement du travail précaire », résume Atsushi Nakajimi, chef économiste du Mizuho Research Institute. Moyennant quoi, si le Japon est sorti de la récession en 2002, « compte tenu de la déflation, le taux de croissance depuis cette date a été de 0,6 % seulement ».

Que faire alors qu'à partir de 2030 la diminution de la population active coûtera chaque année 0,6 % à 0,7 % de croissance au pays, par ailleurs hostile à l'immigration ? En chœur, l'élite japonaise répond qu'il faut augmenter la productivité par tête et multiplier les accords de libre-échange qui ouvriront de nouveaux marchés aux entreprises. L'Asie, en plein développement, à toutes les attentions de Tokyo qui a déjà conclu de tels accords avec les Philippines et Singapour. Mais les discussions entamées avec la Corée ont achoppé sur les questions agricoles. Et elles n'ont pas encore commencé avec l'imposant voisin chinois. « Les Japonais se sentent bien au Japon. Il faut les pousser à sortir, ouvrir les universités, et surtout encourager l'initiative et le clou qui dépasse », préconise Kiyoshi Kurokawa, sémillant septuagénaire, chargé par l'ancien premier ministre Shinzo Abe de réfléchir à la stratégie d'innovation du pays. Reste à savoir s'il fera partie de la nouvelle équipe.

MURIEL MOTTE



« Si la demande américaine diminue et si le dollar faiblit, nos exportations seront touchées », déclare Junichi Ujiie. T. Wagner/Réa

L'ambassade de France, une petite entreprise rentable

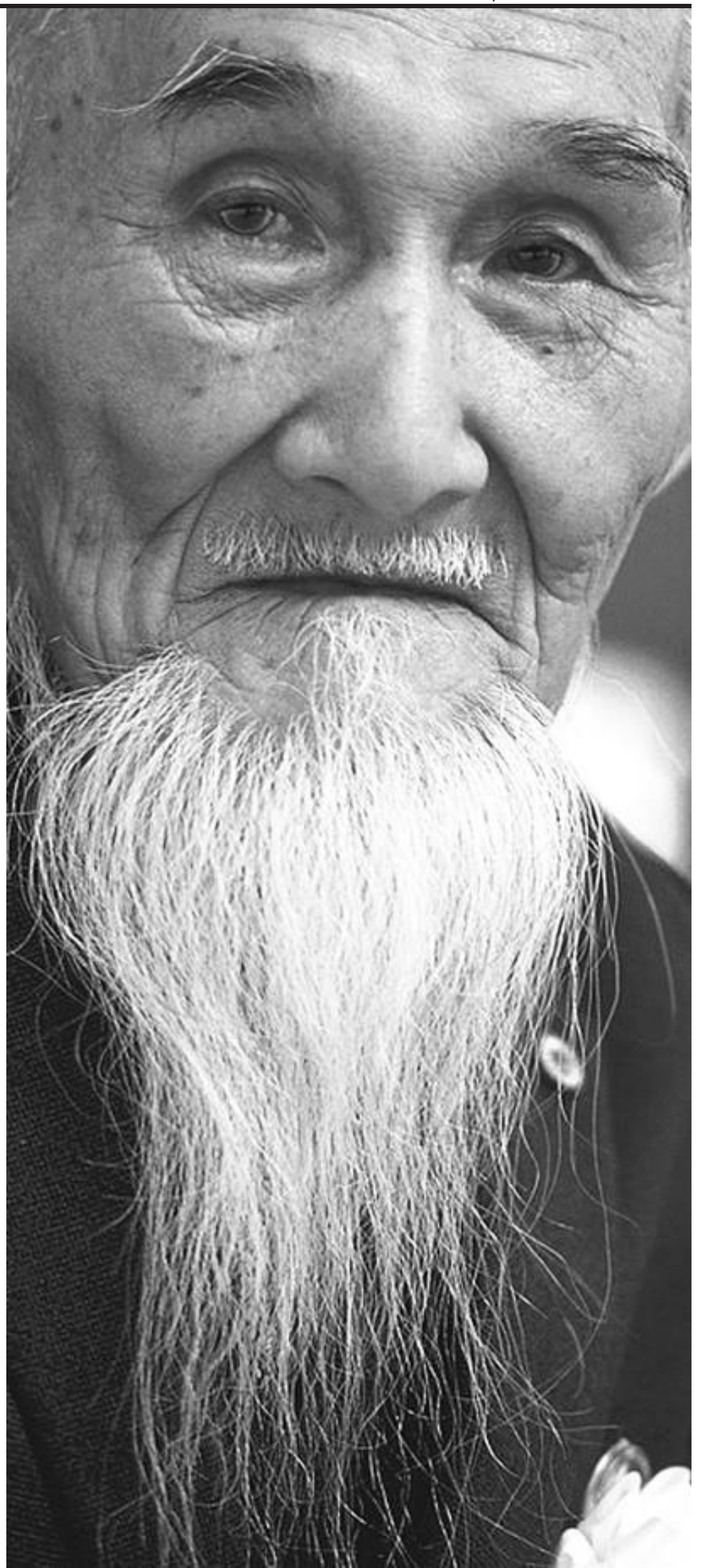
■ À Tokyo, habiter le quartier chic de Ginza relève toujours du rêve. Le groupe de luxe Tiffany vient de revendre les murs du magasin qu'il y possède à la banque Goldman Sachs pour la somme astronomique de 1,6 million de dollars, soit près de 1,2 million d'euros, le *tsubo* (1 *tsubo* = 3,3 mètres carrés). Bien que acquis il y a seulement quatre ans, le prix de cet immeuble a doublé.

Dans cette ville très dense de 12 millions d'habitants, la cherté de la terre a d'ailleurs poussé l'ambassade de France à lancer une opération inédite de partenariat public privé. Le domaine de 25 000 m² qu'elle possède est évalué à quelque 500 millions d'euros. Pour le faire fructifier, l'ambassade a concédé pour une durée de 50 ans une parcelle de cette fortune – 4 000 m² – à un consortium composé des groupes Mitsui, Nomura Real Estate

et du constructeur Takenaka. Ils y érigeront un immeuble d'habitation dont ils toucheront les loyers. En échange, le consortium et son architecte français Pierre-Michel Delpeuch, par ailleurs architecte en chef d'ADP, construiront une nouvelle ambassade qui hébergera les services de la représentation française (180 personnes au total) actuellement disséminés à travers toute la ville.

Une belle économie en perspective puisque le loyer des bureaux de la seule mission économique s'élève à 600 000 euros par an. En outre, le consortium financera les frais de fonctionnement de l'ambassade pendant quinze ans. Les travaux débuteront en février prochain et, en théorie, la parcelle de 4 000 m² sera rendue à la France dans 50 ans, vierge de toute construction.

M. M.



Le Japon, qui bénéficie de l'espérance de vie la plus élevée au monde, s'est depuis longtemps résigné au vieillissement de sa population. L. Heberd/Corbis

Au pays des trente mille centenaires, la « paix gériatrique » cherche ses marques

Le Japon se considère à juste titre comme précurseur dans la gestion d'une population de plus en plus âgée.

UN TAUX de croissance à deux chiffres, le Japon en rêve. Mais en l'occurrence, il s'agit du nombre de ses centenaires... Le gouvernement, qui a commencé à les dénombrer en 1963 (ils étaient alors 153), annonce qu'à la fin du mois ce club de moins en moins fermé franchira pour la première fois le cap des 30 000 membres, à précisément 32 295. Un chiffre en hausse de 13 % en un an.

Cette croissance va s'accroître dans les prochaines années. Le Japon, qui bénéficie de l'espérance de vie la plus élevée au monde, s'est depuis longtemps résigné au vieillissement de sa population. Avec un taux de fécondité de 1,3 enfant par femme, une chute vertigineuse du nombre de jeunes

femmes en âge de procréer – elles étaient 13 millions, âgées de 25-39 ans, en 2000 et elles ne seront probablement plus que 8 millions en 2030 – et une allergie manifeste à l'égard de l'immigration, le pays voit sa population diminuer depuis 2005. À partir de 2030, il devrait perdre 1 million d'habitants chaque année.

Loin de s'en lamenter, Kuniko Inoguchi, ex-ministre de la Démocratie, du gouvernement Koizumi, défend au Japon et à l'étranger le concept de « paix gériatrique ». Il est question de compenser les pénuries de main-d'œuvre à venir par une meilleure intégration des seniors, des femmes et des handicapés dans la vie professionnelle. De quoi renforcer la cohésion de la société. La dynamique ex-ministre ose aussi évoquer le sujet tabou d'une politique d'immigration « prudente », qui permettrait un meilleur partage des cultures. Et elle suggère de reverser une

partie des budgets de la défense aux puits pratiquement sans fond des dépenses sociales inhérentes à une population âgée. En partant du principe qu'après avoir dû choisir entre « le beurre et les armes », il faudra trancher entre « les médicaments et les armes ».

Des infirmières philippines

Dans les faits, c'est effectivement vers l'étranger que le Japon commence à se tourner pour s'occuper de ses centenaires devenus dépendants. Le traité de libre-échange conclu avec les Philippines comporte, et c'est une première, un volet humain. Il prévoit l'arrivée au Japon de quelques centaines d'infirmières et d'aides-soignantes chargées de soulager les structures sociales défaillantes du pays. Et, accessoirement, de libérer les cadres supérieures féminines japonaises, actuellement occupées à veiller sur les anciens. Si le pays

entrouvre timidement ses portes aux étrangers, les Japonaises constituent une force de réserve de proximité. Le taux d'activité des 25-30 ans a beaucoup augmenté ces dernières années, mais 70 % de la population féminine arrête de travailler au premier enfant. « Le seul moyen de maintenir la vitalité du Japon est de faire travailler les femmes », martèle Kuniko Inoguchi.

Lors de son mandat ministériel, elle a lancé un programme national d'étude après l'école qui a retardé l'heure de la sortie des classes car « les femmes qui ne quittaient pas leur travail à la naissance de leur enfant le faisaient quand il entrait au cours élémentaire », poursuit-elle. Elle a renforcé ce programme par d'autres mesures (la gratuité des frais de maternité et la création d'un système d'allocations familiales) et peut s'enorgueillir d'avoir vu le taux de fécondité

augmenter pour la première fois depuis vingt-cinq ans en 2006.

Mais c'est sur les seniors que les efforts se concentrent, depuis le vote l'an dernier d'une loi pour « la stabilisation des emplois » qui encourage le travail après 60 ans. Des sociétés spécialisées dans le reclassement de cette population fleurissent, à l'image de Pasona. « Si l'ANPE locale fait de cette population plus âgée des gardiens de parking, nous tentons de valoriser leur expérience, notamment en temps que comptables, spécialistes des ressources humaines ou conseils de jeunes entreprises », explique Keisuke Nemoto, en charge des relations publiques chez Pasona. « Le plus grand obstacle à l'embauche d'un senior par le patron d'une jeune pousse est psychologique. Il faut oser avoir comme subalterne quelqu'un qui à l'âge de votre père. »

M. M. (à Tokyo)

Une puissance grisonnante

128 millions : population totale.
32 295 : nombre de centenaires à fin septembre 2007.
85,7 % : proportion de femmes parmi les centenaires.
37 millions : diminution prévue de la population d'ici à 2050.
1,3 : taux de fécondité par femme.
2,6 millions : nombre de naissances en 1947.
1,1 million : nombre de naissances en 2007.
13 millions : nombre de femmes âgées de 25 à 39 ans en 2000.
8 millions : nombre de femmes âgées de 25 à 39 ans en 2030.
78,3 ans : espérance de vie des hommes actuellement.
84,1 ans : espérance de vie en 2045-2050.
85,3 ans : espérance de vie des femmes aujourd'hui.
92,5 ans : en 2045-2050.